



28 JANVIER 1981-2021

CONVENTION 108

POUR LA PROTECTION DES DONNÉES

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 19 Novembre 2021

T-PD(2021)42RAPAbr

COMITÉ CONSULTATIF
DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES
À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES A CARACTÈRE
PERSONNEL

CONVENTION 108

42^{ème} Réunion plénière

Strasbourg, 17 novembre 2021 (10h30 CET) – 19 novembre 2021 (13h00 CET)

Format hybride

RAPPORT ABRÉGÉ

Secrétariat de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes
à l'égard du traitement automatique des données personnelles

Point 1 **Ouverture de la réunion¹**

Point 2 **Adoption de l'ordre du jour**

Point 3 **Communication du secrétariat**

Le Comité a pris note des informations apportées par M. Jan Kleijssen, Directeur, Direction de la société de l'information et de l'actin contre la criminalité (voir annexe III).

Point 4 **Convention 108+, état des signatures et ratifications**

Le Comité a pris note des informations fournies par le secrétariat sur les signatures et ratifications du Protocole d'amendement à la Convention 108 (STCE n° 223, ci-après Convention 108+) : 43 signatures dont 15 ratifications. Depuis la dernière réunion plénière, l'Italie et l'Uruguay ont ratifié respectivement en juillet et en août, et l'Allemagne et la Macédoine du Nord ont ratifié en octobre.

Le Comité a pris note des informations fournies par la représentante du Costa Rica, le groupe de travail d'experts et le secrétariat sur les derniers développements concernant la demande d'adhésion du Costa Rica et a demandé au secrétariat de faire un rapport sur toute mise à jour lors de la prochaine réunion en vue de finaliser l'avis pour adoption par le Comité des Ministres, y compris par procédure écrite.

Point 5 **Mécanisme d'évaluation et d'examen de la Convention 108+**

Le Comité a pris note des informations fournies par l'expert sur le rapport d'expert et le questionnaire correspondants et par le secrétariat. Le Comité a procédé à un échange de vues et a chargé le secrétariat de finaliser le rapport d'expert et le questionnaire.

Point 6 **Identité numérique**

Le Comité a pris note des informations fournies par l'expert sur le projet de directives sur l'identité numérique, ainsi que par le secrétariat, et a chargé le secrétariat de rassembler les commentaires sur le texte au plus tard le 3 décembre en vue d'amender encore le document pour qu'il soit discuté lors des prochaines réunions en vue de sa finalisation.

Point 7 **Traitement des données à caractère personnel par et pour les organisations chargées des campagnes politiques**

Le Comité a pris note des informations fournies par l'expert sur les derniers développements du projet de Lignes directrices sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel par et pour les campagnes politiques et a adopté le document.

Point 8 **Projet de lignes directrices sur les implications pour la protection des données des mécanismes d'échanges interétatiques de données pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et à des fins fiscales**

Le Comité a pris note des informations fournies par le rapporteur, le secrétariat et l'expert sur l'ébauche du projet de lignes directrices sur les implications pour la protection des données des mécanismes d'échanges interétatiques de données pour la lutte contre le blanchiment de capitaux/contre le financement du terrorisme et à des fins fiscales, a tenu un échange de vues et a chargé le secrétariat, sous la direction du rapporteur et du Bureau, de rassembler des commentaires sur le texte au plus tard le 3 décembre en vue de l'amender, le développer et le discuter lors des prochaines réunions.

Point 9 **Interprétation des dispositions de l'Article 11 de la Convention 108 modernisée**

Le Comité a pris note des informations fournies par le rapporteur, l'expert et le secrétariat, a procédé à un échange de vues et a chargé le secrétariat, sous la direction du rapporteur et du Bureau, de rassembler les commentaires sur le texte au plus tard le 3 décembre en

¹ 178 participants au total, 91 femmes et 87 hommes

vue de commencer la rédaction du document substantiel qui sera discuté lors des prochaines réunions.

- Point 10 **Les clauses contractuelles dans le contexte des flux transfrontaliers de données**
Le Comité a pris note des informations fournies par le rapporteur, l'expert et le secrétariat, a procédé à un échange de vues et a chargé le secrétariat, sous la direction du rapporteur et du Bureau, de préparer le projet de contrat type révisé et mis à jour et d'examiner la possibilité de préparer un nouveau guide afin d'assurer une protection appropriée dans le contexte des flux transfrontières de données, pour examen lors des prochaines réunions.
- Point 11 **Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe**
Le Comité a tenu un échange de vues avec Alessandro Mantelero et a pris note de informations qu'il a communiquées sur les derniers développements du CAHA qui est sur le point de terminer son mandat. Le Comité a aussi pris note des informations sur la coopération avec d'autres organes, notamment le Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY), le Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF), le Comité de bioéthique (DH-BIO), le Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI), le Comité de la Convention sur la manipulation des compétitions sportives (Convention Macolin). Le Comité a tenu un échange de vues avec le Secrétaire exécutif de la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics, dite Convention de Tromsø. Le Comité a adopté le projet de Principes de protection des données de la Convention de Macolin pour transmission au Comité de la Convention de Macolin en vue de son adoption ultérieure. Le Comité a pris note de l'information fournie par le secrétariat sur le projet d'avis du Bureau concernant le "Projet de recommandation sur l'impact des technologies numériques sur la liberté d'expression" transmis par le Comité d'experts sur la liberté d'expression et les technologies numériques (MSI-DIG) pour des commentaires sur deux éléments spécifiques (à savoir (la ligne directrice 1.10, et la section 6) et a chargé le Bureau de l'adopter au plus tard le 30 novembre et de le transmettre au MSI-DIG.
- Point 12 **Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs dans le domaine de la protection des données**
Le Comité a pris note de la présentation faite par Mme Ana Brian Nougères, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la vie privée et a tenu un échange de vues avec elle, exprimant sa disponibilité pour une future coopération. Le Comité a salué l'adoption par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe de la Recommandation aux Etats membres sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le contexte du profilage (révisée) le 3 novembre. Il a également pris note de la présentation par le secrétariat des projets de coopération.
- Point 13 **Observateurs**
Le Comité a pris note des informations fournies par le CEPD et l'ICO en tant que représentants de la GPA auprès du T-PD suite à la session de l'Assemblée mondiale sur la protection de la vie privée qui s'est tenue en octobre au Mexique. En outre, l'IHR a mentionné l'adoption par l'Assemblée générale de l'Organisation des États Américains d'une résolution sur les principes de protection de données.
- Point 14 **Prochaines réunions en 2021 et 2022**
Le Comité a confirmé les dates des prochaines réunions plénières qui se tiendront du 15 au 17 juin 2022 et du 16 au 18 novembre 2022, ainsi que celles du Bureau, du 20 au 22 décembre 2021, 23 au 25 mars 2022, du 21 au 23 septembre 2022 et du 14 au 16 décembre 2022.
- Point 15 **Prix Stefano Rodotà**
Le comité a pris note des informations fournies par le secrétariat concernant l'état d'avancement du concours en cours. La réunion a également été l'occasion pour la

lauréate du prix Stefano Rodotà 2020, Mme Camilla Tabarrini, de présenter le travail pour lequel elle a été récompensée.

Point 16

Commissaire à la Protection des données

Le Comité a pris note de la présentation par le Commissaire à la protection des données de ses dernières activités depuis la 41^{ème} réunion plénière. Il a également pris note des informations fournies par le secrétariat sur l'état d'avancement de la procédure d'adoption du nouveau règlement interne sur la protection des données personnelles par le Comité des Ministres (remplaçant le règlement du Secrétaire Général du 17 avril 1989 instituant un système de protection des données à caractère personnel au Conseil de l'Europe). Prenant en considération le retard pris par l'adoption du nouveau règlement et exprimant sa préoccupation à cet égard, le Comité, sur la base d'une proposition du secrétariat, le Comité a décidé de transformer la décision de juin de maintenir M. Jean-Philippe Walter en tant que Commissaire à la protection des données ad interim en une réélection pour un second mandat, comme le prévoit le règlement de 1989. M. Walter a accepté cette proposition et par conséquent son mandat expirera lorsque le nouveau règlement entrera en vigueur ou, au plus tard, en juin 2024. Le Comité exhorte l'Organisation à une adoption rapide du nouveau règlement.

Point 17

Questions diverses

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

	1. Ouverture de la réunion
T-PD(2020)RAP41Abr <i>Pro memoria</i>	Rapport abrégé de la 41 ^{ème} Réunion plénière (28-30 juin 2021)
T-PD(2021)53RAP <i>Pro memoria</i>	Rapport abrégé de la 53 ^{ème} Réunion du Bureau (28-30 septembre 2021)
T-PD(2019)WP2020-2021	Programme de travail du Comité 2020-2021
T-PD(2017)Regl <i>Pro memoria</i>	Règlement intérieur
	2. Adoption de l'ordre du jour
	3. Communication du secrétariat
	Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information et de l'action contre la criminalité
	4. Convention 108+, état des signatures et ratifications
	<u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
<ul style="list-style-type: none">- Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108- Rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108- Protocole d'amendement	<ul style="list-style-type: none">• Convention 108+ : état des signatures et ratifications• Convention 108 : état des signatures et ratifications
T-PD(2020)08rev Rapport d'expert Costa-Rica (seulement en anglais)	Costa Rica Expert: M. Franck Dumortier, Consultant senior, Cybersecurity-Law Représentants du Costa Rica (à confirmer) <u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat et tiendra un échange de vues.
	5. Mécanisme d'évaluation et d'examen de la Convention 108+
Mandat <i>Pro memoria</i>	Mandat du groupe de travail sur le mécanisme d'évaluation et d'examen
T-PD(2021)21rev11 NOUVEAU 19/11/2021	Expert : Mme Cécile De Terwangne, CRIDS, Namur - Document sur le mécanisme d'évaluation et d'examen de la Convention 108+ : processus et raisonnement

<p>T-PD(2018)21rev10 Nouveau" 10/11/2021</p> <p>T-PD(2018)20rev11 NOUVEAU 19/11/2021</p> <p>T-PD(2018)20rev10 Nouveau" 10/11/2021</p> <p>T-PD(2021)9rev</p> <p>T-PD(2018)21rev10Mos Compilation de commentaires</p> <p>T-PD(2018)20rev10Mos Compilation de commentaires</p>	<p>- Questionnaire</p> <p>Secrétariat</p> <p><u>Action requise :</u> Le Comité prendra note des informations fournies par le groupe de travail, l'expert et le secrétariat, tiendra un échange de vues sur les derniers développements et décidera du suivi à donner.</p>
<p>T-PD-BUR(2021)5 Note d'information sur les procédures des différents mécanismes d'examen (seulement en anglais) <i>Pro memoria</i></p>	<p>Document préparé par le secrétariat</p>
	<p>6. Identité numérique</p>
<p>T-PD(2021)2rev3 (seulement en anglais) Nouveau 15/11/2021</p> <p>T-PD(2021)2rev3Mos Compilation de commentaires</p>	<p>Expert : M. Pat Walshe, directeur de Privacy Matters</p> <p><u>Action requise :</u> le Comité prendra note de la présentation par l'expert du projet de Lignes directrices ainsi que des commentaires écrits reçus, tiendra un échange de vues afin de finaliser et d'adopter le document.</p>
	<p>7. Traitement des données à caractère personnel par et pour les organisations chargées des campagnes politiques</p>
<p>T-PD(2021)3rev4 NOUVEAU 18/11/2021</p> <p>T-PD(2021)3rev3 Nouveau" 4/11/2021</p> <p>T-PD(2021)3rev3Mos Compilation de commentaires Mise à jour le 15/11/2021</p>	<p>Expert : M. Colin Bennett, professeur, Département des sciences politiques, Université de Victoria</p> <p><u>Action requise :</u> le Comité prendra note de la présentation par l'expert du projet de Lignes directrices ainsi que des commentaires écrits reçus et tiendra un échange de vues avec lui en vue de la finalisation et de l'adoption du document.</p>

	<p>8. Projet de lignes directrices sur les implications pour la protection des données des mécanismes d'échanges interétatiques de données pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et à des fins fiscales</p>
<p>T-PD(2021)8 Nouveau” 7/11/2021</p> <p>T-PID(2021)8Mos Compilation de commentaires Mise à jour le 16/11/2021</p> <p>T-PD(2021)4 (seulement en anglais) <i>Pro memoria</i></p> <p>T-PD(2014)05 <i>Pro memoria</i></p>	<p>Expert : Mme Eleni Kosta, TILT, Université de Tilburg</p> <p><u>Action requise</u> : le Comité prendra note de la présentation par l'expert, du rapporteur et le secrétariat sur le Projet de Lignes directrices, ainsi que des commentaires écrits reçus, tiendra un échange de vues et décidera de la suite à donner.</p>
	<p>9. Interprétation des dispositions de l'Article 11 de la Convention 108 modernisée</p>
<p>T-PD(2021)7 (seulement en anglais) Nouveau 4/11/2021</p> <p>T-PD(2021)7Mos Compilation de commentaires Mise à jour le 15/11/2021</p>	<p><u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le rapporteur et le secrétariat sur le projet du document, ainsi que des commentaires écrits reçus, tiendra un échange de vues et décidera de la suite à donner.</p>
	<p>10. Les clauses contractuelles dans le contexte des flux transfrontaliers de données</p>
<p>T-PD(2021)10 Nouveau 15/11/2021</p> <p>Contrat-type -Flux transfrontalières des données</p> <p>Guide explicatif des flux transfrontaliers</p> <p>EU – Les clauses contractuelles standards (seulement en anglais)</p>	<p>Expert: Mr. Pablo Palazzi, Directeur du Centre de Technologie et Société (CETyS), Université de San Andrés</p> <p><u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le rapporteur et le secrétariat, tiendra un échange de vues et décidera de la suite à donner.</p>
	<p>11. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe</p>

<p>Principes de la protection des données</p>	<ul style="list-style-type: none"> • CAHAI Informations sur la dernière réunion du CAHAI (7-9 juillet 2021) Expert : Alessandro Mantelero, Professeur associé, Droit privé, Université de polytechnique de Turin • Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY) Information sur l'état d'avancement du projet du Deuxième protocole additionnel • Comité pour les droits de l'enfant (CDENF) Point sur les derniers développements • Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) Point sur les derniers développements <p><u>Action requise:</u> Le Comité prendra note des informations fournies par le rapporteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comité de Bioéthique (DH-BIO) Point sur les derniers développements • La Convention sur la manipulation de compétitions sportives (la Convention de Macolin) <p><u>Action requise :</u> le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat, tiendra un échange de vues sur le projet des Principes au vue de la finalisation et l'adoption du document.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Convention du Conseil de l'Europe sur l'Accès aux documents publics (Convention de Tromsø) <p><u>Action requise :</u> le Comité prendra note des informations fournies par les experts, par le secrétariat, tiendra un échange de vues et décidera de la suite à donner.</p>
<p>T-PD(2021)5rev Nouveau 4/11/2021</p>	<p>12. Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs dans le domaine de la protection des données</p> <p>Mme Ana Brian Nougrères, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit à la vie privée</p> <p><u>Action requise :</u> le Comité tiendra un échange de vues avec Mme Nougrères</p> <p>Document d'information sur les projets de coopération</p>
<p>Liste des observateurs</p>	<p>13. Observateurs</p>
<p>T-PD(2018)04Rev3 <i>Pro memoria</i></p>	<p><u>Action requise :</u> le Comité prendra note des informations fournies par les observateurs.</p>

	<p>14. Prochaines réunions</p>
	<p>Dates des réunions en 2021 et en 2022</p> <p><u>Dates des réunions du Bureau :</u> 54^{ème} Réunion du Bureau : 20-22 décembre 2021 55^{ème} Réunion du Bureau : 23-25 mars 2022 56^{ème} Réunion du Bureau : 21-23 septembre 2022 57^{ème} Réunion du Bureau : 14-16 décembre 2022</p> <p><u>Dates des réunions Plénières :</u></p> <p>43^{ème} Réunion Plénière : 15-17 juin 2022 44^{ème} Réunion Plénière : 16-18 novembre 2022</p> <p><u>Action requise :</u> le Comité prendra note des dates des prochaines réunions.</p>
	<p>15. Prix Stefano Rodotà</p>
	<p>Expert: Mme Camilla Tabarrini, lauréate du Prix Stefano Rodotà 2020</p> <p>Point sur la situation de la compétition 2022</p> <p><u>Action requise :</u> le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.</p>
	<p>16. Commissaire à la Protection des données</p>
<p>Règlement du Conseil de l'Europe sur la Protection des données</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Informations fournies par le Commissaire à la Protection des données • Informations fournies par le secrétariat. <p><u>Action requise :</u> le Comité prendra note des informations fournies par le Commissaire et par le secrétariat.</p>
	<p>17. Questions diverses</p>

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS OF THE COMMITTEE / MEMBRES DU COMITÉ

ALBANIA / ALBANIE

Besnik Dervishi – representative/representant, Commissioner for Personal Data Protection

Eldor Budo – deputy/suppléant, Head of Projects and International Relations Sector, Department of Communication and International Relations, Information and Data Protection Commissioner (IDP)

Pjerina Gaxha, Personal Data Protection Director General, Information and Data Protection Commissioner (IDP)

ARGENTINA / ARGENTINE

Eduardo Cimato – representative/representant, Director of the National Directorate of Personal Data Protection, Access to Public Information Agency (AAIP)

Agustina Sirvén – deputy/suppléant, Legal advisor, Access to Public Information Agency (AAIP)

Anastacia Dozo – adviser/conseiller, Legal advisor, Access to Public Information Agency (AAIP)

Catalina Mora Mujica, Legal Advisor, Access to Public Information Agency (AAIP)

AUSTRIA / AUTRICHE

Michael Adelman – representative/representant, Lawyer, Austrian Data Protection Authority

ARMENIA / ARMENIE

Gevorg Hayrapetyan – representative/representant, Head of the Personal Data Protection Agency

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Khayala Babayeva, Senior Consultant of Personal Data Protection Department at Cyber Security Service, Ministry of Transport, Communications and High Technologies (MTCHT)

Vugar Hasanov, Lead consultant, Innovations and Digital development Department, Ministry of Transport, Communications and High Technologies

Kamal Mammadov, Head of Section, Innovations and Digital development Department, Ministry of Transport, Communications and High Technologies

Gadir Novruzov, Lead consultant, Department of Information and Communication Technologies, Ministry of Justice

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE ET HERZÉGOVINE

Samira Čampara, Assistant director, Personal Data Protection Agency (AZLP)

Vesna Pehar, Assistant Director, Department for International Cooperation and Public Relations, Personal Data Protection Agency (AZLP)

Silvje Fučec, Public Relations Advisor, Personal Data Protection Agency (AZLP)

BULGARIA / BULGARIE

Hristo Alaminov, Head of International Cooperation and Project Management Department, Commission for personal data protection

Mariya Zlatkova, Senior Expert International Cooperation and Project Management Department,
Commission for personal data protection

CABO VERDE / CAP VERT

Faustino Varela Monteiro, Président, Commission de protection des données (CNPD)

Jose Maria Pina, Membre, Commission de protection des données (CNPD)

CROATIA / CROATIE

Nikolina Novaković - adviser/conseiller, Advisor, Department for International Cooperation, European and Legal Affairs, Croatian Personal Data Protection Agency (AZOP)

CYPRUS / CHYPRE

Zosimas Zosimas – deputy/suppléant, Officer, Office of the Commissioner for Personal Data Protection

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Jiří Maštálka – representative/representant, Lawyer, Office for Personal Data Protection

DENMARK / DANEMARK

Lukas Alexander Schomacker – representative/representant, Office of Data Protection, Ministry of Justice

Mads Nordstrøm Kjær, Lawyer, Master of laws, Data Protection Agency (Datatilsynet)

ESTONIA / ESTONIE

Maarja Kirss, Foreign Co-operation Adviser, Estonian Data Protection Inspectorate

FINLAND / FINLANDE

Virpi Koivu – representative/representant, Senior Ministerial Adviser, Department for Democracy and Public Law, EU Law and Data Protection, Ministry of Justice

FRANCE

Vincent Filhol – representative/représentant, Chargé de mission pour les affaires civiles et pénales internationales auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Sophie Bory – deputy/suppléant, Legal and Policy Officer, European and International Affairs department, Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

GEORGIA / GÉORGIE

Tamar Kaldani - first Vice-Chair / première Vice-présidente

Tamar Zubashvili – adviser/conseiller, Head of International Relations, Analytics and Strategic Development Department, State Inspector's Service

Salome Bakhsoliani – Deputy State Inspector, State Inspector's Service of Georgia

Khatuna Kvintskhadze, International Relations and Legal Issues Junior Specialist, State Inspector's Service

GERMANY / ALLEMAGNE

Elsa Mein - Bureau member, Desk Officer, Data Protection Unit (V II 4), Federal Ministry of the Interior, Building and Community

Stefan Niederer, Senior Data Protection Officer, Division 14 – European and International Affairs, Office of the Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information

Miriam Winter, Legal Advisor, Division 14 - European and International Affairs, Office of the Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information (BfDI)

GREECE / GRÈCE

Vagelis Papakonstantinou – representative/représentant, Professor of Personal data law in the Faculty of Law and Criminology, Vrije Universiteit Brussel(VUB-LSTS), Lawyer, Ministry of Justice

Gregoris Tsolias – deputy/suppléant, Attorney at Law

HUNGARY / HONGRIE

Attila Péterfalvi - representative/representant, President, National Authority for Data Protection and Freedom of Information (NAIH)

ICELAND / ISLANDE

Rósa Dögg Flosadóttir – representative/représentant, Deputy Director, Icelandic Data Protection, Ministry of Justice

IRELAND / IRLANDE

Sean O'Shea – deputy/suppléant, Administrative Officer, Department of Justice, Civil Justice and Equality Legislation, Regulation and Reform

ITALY / ITALIE

Alessandra Pierucci - Chair / Présidente

LIECHTENSTEIN

Julia Stuetz – deputy/suppléant, Legal Officer, Data Protection Authority

LITHUANIA / LITUANIE

Danguolė Morkūnienė – representative/representant, Deputy Director, State Data Protection Inspectorate

LUXEMBOURG

Tatiana Isnard – representative/représentant, Juriste, Protection des données, Service des médias et des communications, Ministère d'État

MALTA / MALTE

Ingrid Camilleri – representative/représentant, B.A., LL.D., Head Legal, Office of the Information and Data Protection Commissioner

MAURITIUS / MAURICE

Pravina Dodah, Principal Data Protection Office, Data Protection Commissioner

Reza Mukoon, Data Protection Officer, Senior DPO, Data Protection Commissioner

MEXICO / MEXIQUE

Francisco Javier Acuña Llamas – deputy/suppléant, Commissioner, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INA)

Josefina Román Vergara – adviser/conseiller, Commissioner, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INA)

Jonathan Mendoza Iserte, Personal Data Protection Secretary, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INA)

Laura Sofía Gómez Madrigal, Director General for International Affairs, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INA)

MONACO

Corinne Laforest de Minotty – representative/représentant, Chargée de missions auprès du Conseiller de gouvernement, Département des relations extérieures et de la coopération, Ministère d'État

Laetitia Barth - deputy/suppléant, Inspecteur-Adjoint, l'Inspection Générale de l'Administration, Les Jacarandas Bâtiment

Florence Dubosc, Juriste, Commission de Contrôle des Informations Nominatives (CCIN)

MOROCCO / MAROC

Omar Seghrouchni, Président, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Brahim Bouabid, Commissaire, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Salwa Dchieche, Cadre, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Aliaa El Amiri, Cadre, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Mouna Lafrem, Cadre, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Fatima Zahrae Lebied, Cadre, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

THE NETHERLANDS / PAYS-BAS

Anne Halbertsma-Wallemacq , Directorate of Legislation and Legal Affairs, Constitutional and Administrative Law Sector (SBR), Ministry of Justice and Security

Suzanne van Renswoude, Senior legal advisor Ministry of the Interior and Kingdom Relations, Ministry of Interior

NORWAY / NORVÈGE

Ida Andenæs Galtung, Legislation Department, Ministry of Justice Norway

Hege Braathen Saveras, Ministry of Justice

Åste Marie Skullerud , Ministry of Justice

POLAND / POLOGNE

Sylwia Walencik, Chief Specialist, International Cooperation and Education Department, Personal Data Protection Office (UODO)

PORTUGAL

Inês Oliveira – representative/representant, Legislative Policy Consultant, Data Protection Officer, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice

ROMANIA / ROUMANIE

Oana Luisa Dumitru – adviser/conseiller, Head of Foreign Affairs Department, National Supervisory Authority for Personal Data Processing

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Alan Khubaev – Bureau member, Assistant, Department of Cybersecurity, Ministry of Telecom and Mass Communications

Kosorukov Konstantin – deputy/suppléant, Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

Olga Zinchenko – adviser/conseiller, Third Secretary, Department for Humanitarian Cooperation and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs

Aisalu Badyagina - adviser/conseiller, Head of Department of Cybersecurity, Ministry of Telecom and Mass Communications

Milosh Wagner - adviser/conseiller, Deputy Head, Roskomnadzor

Margarita Belyakova - adviser/conseiller, Deputy Head, Department of Cybersecurity, Ministry of Telecom and Mass Communications

Elena Sukhanova - adviser/conseiller, 2nd Secretary, Department of European Cooperation, Ministry of Foreign Affairs

Anastasia Toropova - adviser/conseiller, Third Secretary, Law Department, Ministry of Foreign Affairs

Maria Yukhno-Subbotina - adviser/conseiller, Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

SAN MARINO / SAINT MARIN

Nicola Fabiano – representative/representant, President of the San Marino Data Protection Authority

SENEGAL / SÉNÉGAL

Mamoudou Niane, Secrétaire Permanent, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

Mohamed Diop, Directeur des Affaires Juridiques, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

SERBIA / SERBIE

Gordana Mohorović – representative/représentant, Assistant Secretary General, Office of the Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection

Marin Cetinić – deputy/suppléant, Head of Training Group, The Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Petra Petrek Lašova, Department of Legal Services, Office for Personal Data Protection

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Matej Sironič – adviser/conseiller, Personal Data Protection Advisor, Office of the Information Commissioner

SPAIN / ESPAGNE

Pablo Manuel Mateos Gascueña – representative/representant, Data Protection Sub-inspector, International Division, Spanish Agency of Data Protection

Enrique Factor Santoveña, Data Protection Agency (AEPD)

SWEDEN / SUÈDE

Linda Åkerblom – representative/représentant, Legal Adviser, Division for Constitutional Law, Ministry of Justice

SWITZERLAND / SUISSE

Caroline Gloor Scheidegger – Bureau member, Cheffe du Domaine de direction Relations internationales, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (FPFDT)

TUNISIA / TUNISIE

Chawki Gaddes, Président de l'Instance Nationale de Protection des Données Personnelles, Président de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP)

TURKEY / TURQUIE

Demet Arslaner Keklikkiran – representative/représentant, Head of Department for Legal Affairs, Personal Data Protection Authority

Tuba Kendir Tunali – deputy/suppléant, Head of Department for Examination, Personal Data Protection Authority

Meryem Tatlier Baş – adviser/conseiller, Personal Data Protection Expert, Personal Data Protection Authority

Göksu Hazar Erdiñç – adviser/conseiller, Personal Data Protection Expert Personal Data Protection Authority

Abdullah Ömeroğlu - adviser/conseiller, Rapporteur Judge, Directorate General for Foreign Relations and European Union, Ministry of Justice

UKRAINE

Inna Bernaziuk – representative/représentant, Representative of the Commissioner for the Protection of Personal Data

UNITED KINGDOM AND THE BRITISH OVERSEAS TERRITORIES / ROYAUME-UNI ET TERRITOIRES BRITANNIQUES D'OUTRE MER

Blandine Cassou-Mounat, Senior Policy Officer, International Engagement, Information Commissioner's Office (ICO)

Victoria Cetinkaya, Information Commissioner's Office (ICO)

Rory Munro, Head of International Engagement, Regulatory Strategy (International), Information Commissioner's Office (ICO)

Rebecca Stewart, International Data Free Flows and Trade, International Data Unit, Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS)

Henry Osborne, Policy Advisor, National Security and Law Enforcement, Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS)

URUGUAY

Gonzalo Sosa Barreto – Bureau member, Executive Council of the URCDP, AGESIC

Lilian Massarino, Conseiller Juridique, Unité Régulatrice et de Contrôle des Données Personnelles, URCDP, AGESIC

OBSERVERS / OBSERVATEURS

COMMISSIONER OF DATA PROTECTION, ABU DHABI GLOBAL MARKET (ADGM) / COMMISSAIRE DE LA PROTECTION DES DONNÉES, MARCHÉ MONDIAL D'ABOU DHABI (ADGM)

Sayid Madar, Head of Operations, Office of Data Protection Commissioner

Sami Mohammed, Commissioner of Data Protection

AUTHORITY FOR PERSONAL DATA PROTECTION OF BENIN (APDP) / AUTORITÉ DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL DU BÉNIN (APDP)

Yvon Detchénoù, Président de l'APDP

Amouda Abou Seydou, Conseiller-Rapporteur, l'APDP

Euric Guidi, Conseiller à l'APDP

BRAZIL / BRÉSIL

Virgínia de Melo Dantas Trinks, Specialist, National Data Protection Authority

Jeferson Dias Barbosa, Project Manager, National Data Protection Authority

Ciro Eduardo Ferreira, Assistant, Division for Technology Promotion II, Ministry of Foreign Affairs

Matheus Knispel da Costa, Assistant, Division for Technology Promotion II, Ministry of Foreign Affairs

George Lodder, Federal Prosecutor, Public Prosecution Service

Anamara Osório Silva, Federal Prosecutor, Public Prosecution Service

Mariana Talouki, Deputy General Coordinator, Institutional and International Affairs, National Data Protection Authority

Miriam Wimmer, Director, National Data Protection Authority

CANADA

Chris Prince, Strategic Policy Analyst, Policy, Research and Parliamentary Affairs Directorate, Office of the Privacy Commissioner of Canada (OPC)

Barbara Bucknell, Senior Policy Analyst, Marketplace Framework Policy Branch, Strategy and Innovation Policy Sector, Innovation, Science and Economic Development (ISED), Government

Daniel Caron, Senior Counsel, Centre for Information and Privacy Law, Public Law and Legislative Services Sector, Department of Justice Canada

Jacqueline Jones, Policy Advisor, Marketplace Framework Policy Branch, Innovation, Science and Economic Development Canada (ISED), Government

EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS / ASSOCIATION EUROPÉENNE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME (AEDH)

Maryse Artiguelong, Déléguée

EUROPEAN UNION / UNION EUROPÉENNE

Michaël Vanfleteren, Administrator for the LIBE Committee, Data Protection Coordinator – DG IPOL
TLD Liaison Officer

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPÉENNE

Manuel García Sánchez, Policy Officer, International Data Flows and Protection, DG Justice and Consumers

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)

Olivier Matter, Legal & Policy Officer

Claire-Agnès Marnier, Legal Officer

Irena Achilleos, Trainee

GABON

Joel Dominique Ledaga, Président, Chef de délégation, Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel (CNPDCP)

Georges Obolo, Secrétaire Général, Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel (CNPDCP)

Steeve Singault Ndiga, Commissaire, Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel (CNPDCP)

INDONESIA / INDONÉSIE

Ulfah Diah Susanti, Sub-Coordinator of International Cooperation of Data Protection, Ministry of Communication and Informatics (KOMINFO)

Jodi Try Utomo, Law Analyst for data Protection, Ministry of Communication and Informatics (KOMINFO)

INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR HUMAN RIGHTS / INSTITUT INTERAMÉRICAIN DES DROIT DE L'HOMME (IIHR / IIDH)

Eduardo Bertoni, Director, Regional Office for South America

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (ICRC)

Massimo Marelli, Head of Data Protection Office

Stéphane Kolanowski, Deputy Data Protection Officer for Europe and Central Asia

INTERNET SOCIETY

Christine Runnegar, Senior Director, Internet Trust

David Frautschy, Director for European Government and Regulatory Affairs

Callum Voge, European Government Affairs and Advocacy Manager

Robin Wilton, Director, Internet Trust

ISRAEL / ISRAËL

Sharon Azarya, Head of International Relations, Innovation and Policy Development Department, Privacy Protection Authority

Eyal Zandberg, Senior Director of Constitutional Law, Office of Legal Counsel and Legislative Affairs, Ministry of Justice

JAPAN / JAPON

Fukiko Fujiki, Section Chief, Personal Information Protection Commission, Japan

Yoichi Iida, Deputy Director-General for G7 and G20 Relations, Ministry of Internal Affairs and Communications, Global Strategy Bureau

Hikaru Iwaki, Consul general, Consulate General of Japan in Strasbourg

Yoko Nakata, Deputy Counselor, Personal Information Protection Commission, Japan

Toshihiko Osawa, Director, Personal Information Protection Commission, Japan

Yusuke Seki, Deputy Director, Ministry of Internal Affairs and Communications, Global Strategy Bureau Global Digital Policy Office

OFFICE OF THE BERMUDA PRIVACY COMMISSIONER

Alexander McD White, Privacy commissioner

PRIVACY INTERNATIONAL

Tomaso Falchetta, Global Policy Lead

THE PHILIPPINES / LES PHILIPPINES

Ma. Frances Aira G. Sy, Attorney III, Policy Review Division, Privacy Policy Office, National Privacy Commission, Pasay City, Metro Manila

Natassia L. Fortea, Attorney III, Policy Review Division, Privacy Policy Office, National Privacy Commission, Pasay City, Metro Manila

Erlaine Vanessa D. Lumanog, Attorney IV, Policy Review Division, Privacy Policy Office, National Privacy Commission

REPUBLIC OF KOREA / RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Euna Choi, Deputy General Researcher, Korea Internet & Security Agency (KISA)

Tae-in Jung, Manager, Personal Data Cooperation Team, Korea Internet & Security Agency (KISA)

Yunah Kang, International Relations Officer, Personal Information Protection Commission

**SÃO TOMÉ AND PRÍNCIPE NATIONAL AGENCY OF PROTECTION OF PERSONAL DATA (ANPDP) /
AGENCE NATIONALE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES DE SÃO TOMÉ ET
PRÍNCIPE (ANPDP)**

José Manuel Mucumbo Costa Alegre, Président

**COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE A LA PROTECTION
DES DONNÉES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Jean-Philippe Walter, Council of Europe, Strasbourg, France

EXPERTS

Colin Bennett, Department of Political Science, University of Victoria, B.C. Canada

Mr Franck Dumortier, Researcher, Cyber and Data Security Lab, Law, Science, Technology & Society (LSTS) Center, Vrije Universiteit Brussel (VUB)

Eleni Kosta, Professor of Technology Law and Human Rights, Tilburg Institute for Law, Technology, and Society (TILT), Tilburg University

Alessandro Mantelero, Associate Professor, Private Law, Polytechnic University of Turin

Pablo Palazzi, Director of the Center of Technology and Society (CETyS) of the University of San Andrés

Julie Pauget, Consultant

Cécile de Terwangne, Professor Law Faculty, CRIDS Research Director, Namur University (FUNDP), Belgium

Pat Walshe, Director, Privacy Matters

INVITED GUESTS / INVITES

Ana Ana Brian Nougrères, United Nations Special Rapporteur for Privacy

Camilla Tabarrini, PhD student, University Ca' Foscari in Venice (Italy) and a Fulbright PhD Visiting student researcher at the Cardozo School of Law, Yeshiva University of New-York (USA)

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

COSTA RICA

Diana Posada Solis, the Vice-minister on Strategic Management at the Ministry of Justice

Gabriela Castillo Cartin, Advisor, Office of the Minister of Justice and Peace

Elizabeth Mora, Director of the Data Protection Agency (PRODHAB)

COUNCIL OF EUROPE BODIES AND SECRETARIAT / ORGANES ET SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

**Directorate General Human Rights and Rule of Law /
Direction générale Droits de l'Homme et État de droit (DG I)**

**Human Rights Directorate / Direction des droits de l'Homme
European Committee on Legal Co-operation / Comité européen de coopération juridique (CDCJ)**

Department for Human Rights, Justice and Legal Co-operation Standard-setting activities/ Service de la mise en oeuvre des standards en matière des droits de l'Homme

Ismail Rabie, Legal officer

**The Council of Europe Convention on Access to Official Documents *Tromsø Convention*
La Convention du Conseil de l'Europe sur l'Accès aux documents publics *Convention de Tromsø***

Elvana Thaci, Executive Secretary / Secrétaire exécutive

**Directorate - Information Society and Action against Crime /
Direction - société de l'information et lutte contre la criminalité**

**Action against Crime Department / Service de la lutte contre la criminalité
Committee of Experts on the Evaluation of Anti-Money Laundering Measures and the Financing of Terrorism / Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (MONEYVAL)**

Daniil Burda

Lorena Ungureanu, Project Assistant / Assistante de projet

Information Society Department / Service de la société de l'information

Patrick Penninckx, Head of Department / Chef de Service

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Isabelle Servoz-Gallucci, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant / Assistante administrative principale

Bohumila Ottova, Assistant / Assistante

Clara Ariño Garcia, Trainee / Stagiaire

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Isabelle Marchini

Bettina Ludewig

ANNEXE III

**Éléments clés de la Communication de
Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information - Action contre la criminalité, DGI**